

Neutral Nations Supervisory Commission
for Korea
SWISS DELEGATION

RF no 1/92 - SA

confidentiel

Entretiens avec des personnalités sud-coréennes et américaines:

M. CHOI Ho-joong (C), Deputy-Prime Minister et
"Unification Minister", RC (précédemment Ministre des
Affaires étrangères);

M. le Ministre Raymond Burghardt (B), Premier collaborateur,
Ambassade des Etats-Unis, Séoul;

MM. Jimmy LEE (L), David WEI (W) et Georges CHE (GC),
"Special advisers UNC";

et avec un général nord-coréen:

le MG CHOE Ui-ung (CUU), Senior Member KPA/CPV-MAC.

L'Accord du 13.12.1991 sur la Réconciliation, la Non-agression, les Echanges
et la Coopération, et la Déclaration conjointe sur la dénucléarisation
du 31.12.1991 peuvent-ils remplacer l'Accord d'Armistice (AA) de 1953 ?

Panmunjom, le 21 février 1992

Présent à Panmunjom le 21.02.92 pour accueillir son Premier Ministre de retour de Pyongyang où avait lieu le 6e round des pourparlers Nord-Sud à très haut niveau, (C), réaliste, me dit qu'il faudra maintenant matérialiser l'Accord du 13.12.91 sur "la Réconciliation, la Non-agression, les Echanges et la Coopération" et que ça ne sera pas une simple promenade. Selon (C), le but poursuivi par Séoul est, dans un premier temps, une association (et non une réunification) avec le Nord. Ceci présuppose que les Nord-Coréens devront comprendre qu'ils ne peuvent pas continuer sans ouvrir leur société, sans procéder à des réunions de personnes séparées, sans améliorer leur image en matière de droits de l'homme. A propos de cet Accord, (GC) - un Taïwanais naturalisé américain et qui fut pendant quelques années Ambassadeur de la République de Chine - pense qu'il s'agit d'un "deuxième armistice", le premier (1953) ayant mis fin à la "guerre chaude", le second (13.12.1991) à la "guerre froide" entre les deux Corées, mais que ses termes sont trop vagues pour permettre un règlement rapide de la question coréenne. Le premier chapitre de cet Accord, la réconciliation, devrait ne pas poser trop de problèmes (les rencontres des Premiers Ministres et leur Accord du 13.12.91 ne sont-elles pas déjà une "réconciliation"?), mais il n'en va pas de même pour la non-agression et encore moins pour ce qui est des échanges et de la coopération. Pour (L), cet Accord n'est qu'un morceau de papier qui, tout au plus, pourrait permettre aux deux Corées de normaliser une coexistence encore très fragile. Tant pour (L) que pour (GC) et (W), qui tous trois sont des experts ès Corées de longue date, cet Accord est toutefois le bienvenu, d'une part pour le Sud en période préélectorale et, à moyen terme, en vue d'obtenir avant les Japonais le droit d'exploiter les richesses minières et d'utiliser la main d'oeuvre bon marché nord-coréennes, et d'autre part pour le Nord qui a besoin de faire bonne figure dans le concert des Nations s'il veut obtenir des investissements japonais et sud-coréens, s'il veut disposer d'un climat paisible en vue de la succession de Kim Il-sung et s'il espère poursuivre et intensifier ses contacts avec les USA, la reconnaissance diplomatique de ces derniers étant devenue une obsession pour les Nord-Coréens.

Quant à la "joint declaration on denuclearization" du 31.12.91, (C) qui est l'un des personnages clés de la politique de réunification de Séoul, précise qu'il faudra mettre en place le sous-comité y relatif, ce qui ne sera pas aisé, et il ne cache pas ses sentiments: "The North Koreans are still unpredictable". Rencontré il y a deux jours, (B) est du même avis, mais va plus loin en ce qui concerne cette "déclaration" sur le nucléaire: "We told the



South Koreans that this piece of paper has no value. The North can block every thing, any time". On comprend la réaction américaine lorsqu'on sait que cet "accord" prévoit que l'inspection d'une installation atomique, désignée par une des deux parties, ne peut avoir lieu sans l'accord de l'autre partie. Pour l'heure, rien n'est fait puisque les deux côtés se rencontreront le 27 de ce mois à PMJ pour former la commission "nucléaire" (nombre de participants, présidence, etc) et décider de l'endroit où elle siégera dans la zone conjointe de sécurité (au Nord, au Sud, ou au centre dans les baraques de la NNSC). Autre aspect intéressant de cette question: on a récemment lu dans la presse de Séoul que les USA désiraient qu'un ou des Américains fassent partie de la future équipe devant inspecter les installations nucléaires au Nord dans le cadre de cet "accord" bilatéral du 31.12.91. (B) me confirme cette nouvelle, tout en la nuancant: a) les USA considèrent que les Sud-Coréens n'ont pas de spécialistes capables de procéder à de telles inspections et les Américains se proposaient donc d'en adjoindre à leur équipe; b) une inspection conduite par des Américains serait plus crédible au plan international, ce qui serait dans l'intérêt du Nord comme dans celui du Sud; c) si les USA ne s'opposent pas à l'inspection par la RPDC de leurs bases en RC, ils ne voient pas pourquoi Pyongyang refuserait une équipe américano-sud-coréenne. Toutefois, (B) souligne que les USA ne veulent pas s'imposer, du moment qu'il s'agit d'un accord bilatéral. A ce même sujet, (C) me confirme la demande américaine, mais il m'indique qu'elle n'était pas officielle. Séoul, connaissant l'opposition de Pyongyang à l'intrusion des USA dans ce contexte, aurait fait comprendre aux Américains de ne pas insister. (C) précise encore que les Sud-Coréens ont de très bons physiciens, actuellement en phase de formation afin qu'ils soient capables de procéder à de telles inspections.

Sur les rapports existant entre l'Accord d'Armistice (AA) de 1953 et l'Accord sur la Réconciliation, la Non-agression, les Echanges et la Coopération, (C) est formel: il n'y a pas d'analogie entre l'Accord de 1991 et un "traité de Paix". Il faudra que l'état de paix inscrit à l'art. 5 de l'accord du 13.12.91 comme précondition à l'élimination de l'AA soit achevé et qu'un "traité de Paix" soit signé avant que l'AA de 1953 puisse être éliminé. On sait que le Nord voudrait signer un tel texte avec les USA. Selon (C), c'est un moyen pour le Nord d'aboutir à une reconnaissance de la RPDC par les USA; ces derniers ne s'y laisseront pas prendre. Interrogé sur ce point (B), qui a inauguré il y a quelques années la série d'entretiens USA-RPDC au niveau des conseillers d'ambassade à Beijing, est du même avis que (C). Il ajoute que les Américains ne sont pas prêts de concéder une reconnaissance pour obtenir l'inspection des installations nucléaires du Nord. Après les concessions américaines des derniers mois (annulation de Team Spirit, retrait des armes atomiques de RC, entretiens de New York), on peut se demander s'il ne s'agit pas d'un voeu pie. Mes autres interlocuteurs (L, W et GC) sont encore plus légalistes que (C): l'AA fut signé par les Nations Unies en la personne du US Gen. Clark, d'une part et par Kim Il-sung pour la KPA et Peng Teh-Huai pour les Volontaires chinois, d'autre part. Ces sont ces "partenaires", resp. leurs successeurs, qui doivent dissoudre l'AA et ce dernier ne peut en aucun cas être supplanté par un accord bilatéral intercoréen. En outre, la dissolution de l'UNC, créé avant la signature de l'AA, n'est pas liée à la disparition de l'Accord d'Armistice.

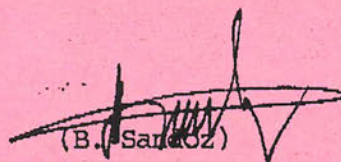
Ceci m'amène naturellement à aborder le chapitre de la survie de la Military Armistice Commission (MAC) et de la Commission de surveillance des Nations neutres (NNSC). A ce sujet, (C) est également catégorique: ces deux commissions n'ont pas les mêmes fonctions que les sous-comités à venir; elles doivent dès lors subsister aussi longtemps que l'AA existera. Questionné quant à leur durée probable de vie, (C) me dit l'estimer en années, plus qu'en mois. "We want you to stay!". C'est également l'opinion de (B) qui, évidemment, y voit l'intérêt des USA, désireux de maintenir l'United Nations Command en Corée. Le départ des quatre Neutres risquerait de vider l'AA du peu de substance qui lui reste et de provoquer le départ du reliquat des représentants des contingents étrangers

venus au secours de la Corée du Sud en 1950. (L) mentionne que le Secrétaire de la délégation KPA/CPV - MAC aurait récemment suggéré à son partenaire de l'UNC-MAC d'envisager une réunion "USA - RoK - KPA" en vue d'étudier les formalités de dissolution de l'AA. Le Secrétaire UNC - MAC, un colonel américain, aurait répondu qu'il s'agissait d'une "bonne idée" (!). (L) se distance résolument de cette manière de voir. Il rédige présentement le rapport annuel de l'UNC destiné au Conseil de Sécurité de l'ONU dans lequel il indiquera que l'Accord du 13.12.91 est une bonne base de travail pour l'amélioration des relations intercoréennes; qu'aucun incident grave n'est à signaler en 1991 dans la Zone démilitarisée (DMZ); qu'il convient d'observer l'évolution de la situation et que, dès lors, l'UNC doit être maintenu.

Relations de l'Armée populaire nord-coréenne (KPA) avec les Neutres: Je n'avais pas revu (CUU) depuis le mois de mai 1991, époque où il avait décrété le boycottage de la MAC et de la NNSC suite à la nomination d'un général sud-coréen à la tête de l'UNC-MAC. Poursuivant l'amélioration des relations KPA - NNSC, amélioration que les Nord-Coréens avaient amorcée à ma suggestion il y a quelques mois puis accélérée récemment, (CUU) a accepté la semaine passée mon invitation à dîner avec moi en compagnie de nos femmes et de nos officiers. Sa position à l'égard de l'UNC-MAC, du MG Hwang Won-tak (H) et de la NNSC n'a pas changé: (H) n'a pas sa place à la table de la MAC; cette dernière ne fonctionnera pas tant que (H) en sera le Senior Member du côté Sud; les relations "officielles" avec la NNSC sont toujours interrompues. Alors qu'il y a quelques semaines encore la KPA et (CUU) en particulier tentaient encore discrètement de suggérer le départ des quatre Neutres, mon interlocuteur admet maintenant que les commissions issues de l'AA de 1953 pourraient travailler côte à côte pendant quelques mois avec celles qui naîtront sous peu de l'Accord du 13.12.91. Le MG Record, Chef d'Etat-Major du Général Riscassi, Commandant de toutes les forces armées US, RoK et UNC en Corée me dit que le LTG Kwung (Chef EMG adjoint de la KPA, venu récemment de Pyongyang à PMJ pour assister à deux réceptions, l'une organisée par l'UNC, l'autre par la KPA) lui aurait donné les mêmes informations. Le LTG Kwun avec qui je me suis également entretenu le 31 janvier et le 13 février 1991, ne m'a pas laissé entendre qu'il souhaitait le départ des Neutres, mais il m'a remercié pour les services rendus par la Suisse depuis de nombreuses années à PMJ. Les Américains et les Sud-Coréens admettant aussi cette possibilité pour les anciennes et les nouvelles commissions de travailler en parallèle, on peut penser que la tension exercée sur la NNSC (sur les Polonais et les Tchécoslovaques en particulier) en juin et juillet 1991 ne se renouvellera pas dans les mois à venir.

Sur la présence des forces américaines en Corée du Sud et la possibilité qu'elle y restent stationnées pour quelques temps encore, (CUU) est opposé à toute prolongation de cette présence. Il repousse l'idée que les Américains puissent un jour contrebalancer un Japon trop fortement armé, voire assister une Corée réunifiée contre un ennemi commun. "Nous sommes assez forts pour nous défendre seuls". En privé, le principal adjoint de (CUU) exprime cependant un avis opposé.

A ce stade, je crois pouvoir dire que les Américains et les Sud-Coréens, distinguant nettement entre l'AA de 1953 et les accords signés à la fin de 1991, mettront tout en œuvre pour maintenir l'Accord d'Armistice en vigueur aussi longtemps que possible. Il semble que, pour l'instant, les Nord-Coréens aient renoncé à se battre pour la dissolution de cet accord et des commissions y relatives. Dès lors, la présence suisse à Panmunjom devrait se poursuivre pour quelque temps encore. Mais, "...the Koreans are unpredictable"!


(B. Sarrazin)